

Le terrorisme macédonien :  
histoire et menaces d'aujourd'hui

Xavier Raufer  
Chargé de cours à l'Institut de Criminologie de Paris  
Université Panthéon-Assas - Paris II  
Journaliste à "L'Express"

Le 10 décembre 1992, Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations-Unies, ordonnait le déploiement de 700 Casques-bleus le long des frontières nord et ouest de la Macédoine, précédemment république Yougoslave et Titiste, alors même qu'aucun affrontement armé significatif n'avait eu lieu sur le terrain. Un déploiement militaire qui contraste avec la retenue - pour ne pas dire l'atonie - dont la communauté internationale fait alors preuve en Bosnie-Herzégovine, permettant ainsi que se déclenche une guerre civile qui a provoqué depuis lors 2 millions de réfugiés - et la mort de dizaines de milliers de civils .

L'intervention de l'ONU en Macédoine se concrétise en janvier 1993 par la mise en place de l'UNPROFOR-FYROM, des Casques-bleus américains et scandinaves déployés le long des frontières entre la Macédoine ex-Yougoslave, l'Albanie et la Serbie. Ces Casques-bleus sont 1300 dès juillet 93 et l'ONU pense en implanter 1500 de plus à la fin de 1995. Une première mondiale en terme de "diplomatie préventive", qui montre bien la véritable angoisse qui étreint les chancelleries à mesure que les conflits inter-yougoslaves approchent le sud du pays et la "poudrière macédonienne". Cette angoisse, qui provoque même une autre première mondiale, la mise de 560 G. I.'s sous commandement Onusien - du jamais vu - porte le nom de guerre balkanique. Une mêlée confuse qui, pour la première fois, déborderait des limites de l'ex-Yougoslavie Titiste et opposerait en un véritable conflit des voisins et des alliés d'hier : la Bulgarie, la Serbie, la Grèce, membre à part entière de la Communauté économique européenne et de l'Alliance Atlantique et même la Turquie, verrou du flanc sud de l'OTAN et allié majeur des Etats-Unis dans la région.

Une guerre qui semble un peu plus menaçante depuis le blocus décrété par les Grecs à l'encontre de l'ARYM en février 1994. Et qui, de l'avis unanime des experts, aurait forcément pour origine la "question macédonienne". L'une des plus intraitables au monde, plus complexe encore que l'imbroglio libanais, ou que l'interminable conflit israélo-palestinien. Une "question" qui a provoqué des massacres abominables entre la fin du XIXème siècle et la seconde guerre mondiale. Plus deux guerres régionales sanglantes. Sans oublier une formidable vague de terrorisme.

En Europe, aucune terre n'a ainsi été arrosée de sang au cours du siècle écoulé. Une histoire dramatique et terriblement complexe, sur laquelle les 45 ans de glaciation communiste ont passé comme un éclair. Et qui demeure, fraîche comme à l'aube de ce siècle, dans la mémoire collective de toutes les communautés de la région.

Un drame, tout d'abord, pour les Macédoniens eux-mêmes. Car jamais dans l'histoire européenne, l'existence d'un peuple n'a été niée à ce point, et par tous ses voisins à la fois. Qu'est-ce en effet qu'un "Serbe du Sud" ? C'est un Macédonien pour les Serbes. Un "Bulgare occidental" ? Un Macédonien encore. Un "Grec slavophone" ? Un Macédonien toujours - mais pour les Grecs. Aujourd'hui, ce pays porte pour la Communauté européenne le nom rebutant de "territoire de l'ex-république Yougoslave de macédoine" ou encore le sigle d'ARYM, "ancienne république Yougoslave de Macédoine". Une négation qui remonte en réalité à la fin du siècle dernier et fait partie de l'héritage Ottoman du pays.

Car, quand débute la dernière décennie du XIXème siècle, la Macédoine d'alors - superficie : 62 000 km<sup>2</sup> ; ± 2,5 millions d'habitants - recouvre les vilayet (départements) ottomans de Kosovo, de Monastir et de Salonique. A cette époque, réside sur le sol de la "Macédoine" un fabuleux mélange de communautés d'une ethnie A, parlant une langue B, pratiquant une religion C. En 1889, un géographe allemand recense les peuples du secteur ; c'est une mosaïque de Slaves, de Grecs, de Bulgares, de Turcs, d'Albanais, de Circassiens, de Valaques (roumains), de Gitans. Mais une partie des Slaves, des Grecs et des Valaques - des Juifs, même - s'est convertie à l'Islam... Mais des Grecs parlent le bulgare; des Serbes, l'albanais; des Valaques musulmans, le turc; des Albanais chrétiens, le serbe; des Turcs chrétiens, le grec... Mais, dans toutes ces communautés atomisées, les partisans de l'empire Ottoman, du panhellénisme et du panslavisme s'entretiennent... Mais orthodoxes Grecs et Slaves d'un côté, Turcs et Slaves musulmans de l'autre, pèsent un poids à peu près égal...

Au milieu de ce kaléidoscope, les puissances voisines se livrent à une furieuse bataille d'écoles et d'églises ; dans le même village, les écoles turque, serbe, grecque, bulgare et valaque rivalisent auprès des familles. Le réveil des nationalités enflammant les esprits de la fin du XIXème siècle, toutes ces communautés créent leur société secrète de libération nationale : Tchetsniks serbes de la "société de la Saint-Sava", combattants de l'Ethnike Hetaïria (société nationale) grecque, "Comitadjis", ou guérilleros, macédoniens - divisés dès l'origine entre indépendantistes et pro-Bulgares. Des groupes infiltrés de Bulgarie, de Serbie ou de Grèce s'entretiennent, incendient écoles et églises rivales et affrontent, de féroces miliciens turcs, les Bachi-Bouzouks.

Le 2 août 1903, jour de la Saint-Elie, l'ORIM (Organisation Révolutionnaire Intérieure macédonienne), la principale organisation indépendantiste, fondée en 1893, déclenche l'insurrection. Objectif : libérer un foyer national dans la région de Monastir, puis toute la Macédoine. Onze jours plus tard, les 26 500 combattants recensés de l'éphémère "République de Macédoine" sont anéantis par une armée turque de 351 000 hommes. Un carnage : 200 villages rasés, 12 000 maisons et 20 églises incendiées; 5 000 civils massacrés, plus de 3 000 viols recensés.

Cinq ans plus tard, la révolution Jeune-turque éclate. L'Empire Ottoman agonise. La Russie, protectrice des Slaves et des chrétiens d'Orient, en profite. En 1912, elle pousse la Serbie, la Bulgarie et la Grèce à libérer la Macédoine et à se la partager équitablement. La coalition ouvre les hostilités le 13 octobre. Le 3 décembre 1912, la Turquie demande l'armistice. La Macédoine est alors partagée entre la Serbie, la

Grèce et la Bulgarie - cette dernière espérant recevoir la majeure partie du gâteau. Ses prétentions repoussées, la Bulgarie attaque la Serbie durant l'été 1913. Serbes, Grecs, Roumains et Turcs écrasent les bulgares, qui capitulent deux semaines plus tard. Le 10 août, le traité de Bucarest laisse à la Turquie la Thrace orientale, d'Edirne (Andrinople) à Istanbul (Constantinople), comme seule possession européenne. L'Albanie devient un Etat souverain et indépendant; la partie méridionale de la Macédoine va à la Grèce; l'occidentale, à la Serbie; la Bulgarie hérite de la zone du Pirin, au nord-est.

Le traité de Neuilly (1919), consécutif à la première guerre mondiale confirme celui de Bucarest et la frustration de la Bulgarie, vaincue avec les Empires centraux, s'accroît encore. Pendant ce temps, entre 1913 et 1924, d'énormes transferts de population se sont produits dans les Balkans : Musulmans suivant les armées turques fuyant vers l'orient; Slaves quittant la Grèce septentrionale et la Turquie d'Europe pour la Serbie ou la Bulgarie; Hellènes faisant mouvement vers le sud.

Pour les Macédoniens, la joie de la libération de 1912 est de courte durée. L'ORIM, fondée en 1893, constate en 1918 que le partage de la Macédoine est définitif. Les voies de la diplomatie et la guerre lui sont également fermées : elle s'engage donc dans la seule qui lui reste, celle du terrorisme. Elle le fait avec un sens de l'innovation - on est tenté de dire avec un génie - tels que tous les terrorismes ultérieurs de ce siècle ne feront que reprendre des techniques inventées ou perfectionnées par l'ORIM.

Née de la lutte contre l'occupant turc, l'ORIM se lance donc en 1918 dans un combat différent et autrement difficile. Cette Macédoine dont elle rêve, il s'agit désormais de la libérer du joug de trois puissances, la Serbie, avant tout, la Grèce, enfin la Bulgarie, bien que les rapports de l'ORIM avec cette dernière soient d'une grande ambiguïté durant tout l'entre-deux guerres. A cette époque en effet, l'ORIM est basée sur le sol bulgare. Officiellement, le gouvernement de ce pays ignore sa présence et condamne les attentats des terroristes macédoniens. Et pourtant la symbiose entre l'ORIM et les autorités de Sofia est sans précédent dans l'histoire :

– Les percepteurs du Trésor public bulgare prélèvent ensemble l'impôt de l'Etat et celui de l'ORIM (de 5 à 10% du premier) et délivrent deux reçus, l'un au nom du roi, l'autre à celui de l'ORIM. Ce racket officiel porte le nom poétique de "contribution volontaire des Macédoniens convaincus"...

– L'ORIM possède naturellement des commandos qui frappent ses ennemis partout dans le monde balkanique, mais elle dispose d'un sanctuaire : la Macédoine-Pirin, érigée en une "zone libérée" défendue par son "armée régulière". Nul n'y entre - pas même les officiels bulgares - sans le visa de l'organisation, délivré à son "consulat" de Sofia.

Cet Etat dans l'Etat ne s'est pas vraiment formé avec l'appui des autorités bulgares : celles-ci ne peuvent que tolérer le monstre qu'elles ont contribué à faire naître. Car à Sofia, entre les deux guerres, qui s'oppose à l'ORIM est un homme mort : 4 200 Bulgares, du premier ministre au simple citoyen tombent entre 1923 et 1932 sous les balles des Comitadjis.

C'est à l'échelle internationale que l'ORIM donne la mesure de son génie novateur. Elle est la première organisation terroriste à accorder sa vraie importance à l'opinion publique des grands pays développés. Elle se dote donc d'un ensemble de bureaux dont certains sont quasi-officiels : Sofia, bien sûr, mais aussi Rome et Berlin par la suite; d'autres, plus discrets, à Genève, Vienne, Londres, New York et Paris. De ces diverses villes, des communiqués parviennent aux chancelleries et aux journaux; tous sont rédigés en français, la langue diplomatique de l'époque.

L'ORIM trouve encore mieux pour attirer l'attention internationale : la piraterie visant les réseaux de transports transnationaux. Pas d'avions de ligne à l'époque, bien sûr, mais l'Orient-Express, célèbre train de luxe reliant Paris à Istanbul, qu'elle attaque fréquemment. Les opérations de l'ORIM forcent même Belgrade à implanter 25 000 colons serbes dans le sud de la Yougoslavie. Organisés en "hameaux stratégiques" armés, ils sont chargés de "boucler" la frontière. L'armée, elle, mobilise en permanence 12 000 hommes le long du trajet yougoslave de la voie ferrée de l'Orient-express.

Entre 1919 et 1924, l'ORIM hésite dans le choix de ses alliances. Son chef d'alors, Todor Alexandrov, penche pour les communistes et négocie avec le Komintern. Son bras droit, "Vantché" Mikhaïloff, est favorable à l'Italie, qui joue la carte de la révision des traités suivant la première guerre mondiale et soutient Comitadjis et Oustachis Croates. En 1924, Alexandrov est assassiné par les hommes de Mikhaïloff. Profitant de la crise, le courant macédonien pro-Bulgare reprend l'initiative. Au total, entre 1924 et le printemps de 1931, une guerre fratricide entre Comitadjis fait plus de 20 000 morts, dont 193 cadres dirigeants du mouvement nationaliste macédonien... Débarrassé de la "concurrence", Mikhaïloff réorganise son appareil militaire : aux "Tchetas", unités de plusieurs dizaines de Comitadjis, infiltrées en Yougoslavie pour y faire la guérilla, il ajoute les "troïkas" préfigurant les "Unités de service actif" de l'IRA, spécialisées dans le terrorisme urbain.

Jusqu'en 1940 s'instaure alors une routine d'attentats et d'opérations de représailles, façon Irlande du Nord. En 1941, la Macédoine est encore une fois redécoupée : l'Albanie mussolinienne s'empare du quart nord-ouest du pays, à majorité albanaise. La Bulgarie rafle tout le reste. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, "Vantché" Mikhaïloff, réfugié à Zagreb avec l'état-major de l'ORIM et protégé par les Oustachis d'Ante Pavelitch, fait jouer aux Comitadjis le rôle d'une milice favorable à l'Axe. Ses troupes traquent les Partisans aux côtés des nazis, des fascistes et de leurs alliés locaux. Quelques unités de Comitadjis rejoignent cependant les partisans. Ecrasée militairement, ses unités souvent massacrées après la capitulation nazie, l'ORIM cesse en 1945 de représenter une force dans des Balkans désormais communistes.

Voilà l'histoire qui fait peur à tous les peuples des Balkans. Et voilà pourquoi, dès le 15 septembre 1991 et la proclamation d'indépendance de la Macédoine-Skopje, Athènes s'est opposée résolument à une reconnaissance internationale d'un pays portant le nom de "Macédoine". Selon Mélina Mercouri et Mikis Theodorakis, figures de la gauche militante grecque peu suspects de chauvinisme nationaliste, une "République de Macédoine", capitale Skopje, risquait à terme d'étendre son influence à la Grèce du Nord,

ou Macédoine-Egée. Une région dont la capitale est Salonique, la seconde ville de Grèce et où, selon Skopje, réside encore un million de Macédoniens slavophones... Aux élections européennes de juin 1994, en Grèce du nord, un "Mouvement macédonien pour la prospérité balkanique" tente ainsi de présenter un candidat slavo-macédonien. L'affaire tourne court, mais c'est une première alerte grave, disent les grecs.

Dès septembre 1992 d'ailleurs, l'armée grecque organisé de grandes manoeuvres militaires baptisées "Philippe de Macédoine" à la frontière de la Macédoine-Skopje : 5000 hommes, 160 blindés, une importante aviation de combat... A Athènes, le 10 décembre 92 un million de manifestants - le pays compte dix millions d'habitants- démontre l'unité nationale, des socialistes à la droite, sur le dossier macédonien. L'Albanie, autre voisin de la Macédoine-Skopje, a également pris ses précautions en adhérant en 1993 à l'Organisation de la conférence islamique et en nouant des accords de défense avec la Turquie.

En Macédoine-Skopje même, la population souffre de la proximité des guerres inter-Yougoslaves - conflit de Bosnie-Herzégovine, répression Serbe au Kosovo - et la situation économique et sociale s'y dégrade un peu plus chaque jour. Seule une reconnaissance internationale permettrait désormais à la Macédoine d'exister vraiment et d'échapper à ses vieux démons : le nationalisme extrémiste et la cantonisation ethnique.

Deux périls tout sauf illusoire : l'ORIM se reconstitue comme parti politique dès le printemps de 1990 et, en mai 1993, certains de ses dirigeants forment un "Comité de sécurité". L'un de ceux-ci, Nikola Veljanovski est interviewé par un journaliste de "Nova Makedonija" le 15 mai 1992. Pour lui, cet organisme paramilitaire est le "protecteur des macédoniens, partout où ils se trouvent". Il compterait au total 100 000 militants et aurait des sections dans toutes les villes et villages de Macédoine-Skopje. Veljanovski ajoute que ses Comitadjis sont présents "partout dans les Balkans où sont les macédoniens", notamment en Bulgarie et en Grèce; mais aussi en Serbie, en Albanie, en Europe occidentale, aux Etats-Unis et au Canada. Puis viennent les menaces : nous ferons tout, déclare-t-il, pour imposer une Macédoine indépendante et neutre. Si besoin est, "nous userons d'autres moyens, même du terrorisme, pour attirer l'attention de l'Europe". Veljanovski précise quand même qu'il attendra l'épuisement des recours politiques et diplomatiques pour agir. Depuis, l'ORIM, sous ses initiales slaves de VMRO, s'est trouvée écartée du parlement de Skopje. Elle avait 38 députés avant les élections législatives d'octobre 1994, elle n'en a plus aucun, ayant boycotté le second tour d'un scrutin entaché, selon elle, d'"irrégularités graves". De fait, la coalition majoritaire "Alliance pour la Macédoine" contrôle 105 des 120 sièges du parlement. Or la plupart des adhérents de l'ORIM sont jeunes, très activistes et supportent mal d'être ainsi marginalisés. Une situation qui pourrait pousser des extrémistes à la violence...

L'ARYM, enfin, reste très fragile :

. Son économie dépend beaucoup d'un intense trafic avec la Serbie voisine, sous embargo,

. Dans le domaine des affrontements communautaires, des bandes armées albanaises s'opposent régulièrement aux forces de l'ordre macédoniennes. En février 1995 encore, de graves bagarres ethniques

ont éclaté à Tetovo. Or la vallée de Tetovo-Gastivar est à 80% albanaise et les armes y sont partout présentes.

. En mars 1995, une grave mutinerie a éclaté à la prison centrale de Skopje.

. En mai dernier, enfin, 15 kilos d'héroïne ont été découverts à Orhid dans l'un des repaires de la mafia albanaise, très active dans le trafic de stupéfiants vers l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse. □ Août 1995.